



**Consultation
Citoyenne
Pan-africaine
En Ligne**

**Pan-African
Online
Citizen
Consultation**






[Charter Africa](#)
[AfricTivistes](#)
[MOOC DEG](#)
[A Propos](#)

[S'inscrire](#)
[Se connecter](#)

Consultation Citoyenne Pan-africaine En Ligne



AfricTivistes lance une consultation citoyenne en ligne pour rapprocher les citoyens des institutions de l'Union africaine

[Nouvelle discussion](#)
[Toutes les discussions](#)
[Étiquettes](#)

Espace libre

La discussion est ouverte, libre et participative

Mais fiscalização 28 MARS

La Démocratie participative et Gouvernance inclusive

La désillusion politique et le manque de confiance entravent la participation citoyenne

Démocratie participative et Gouvernance inclusive 14 O...



Liberté d'expression et accès à l'information publique

Liberté d'Expression et Manque d'accès à l'information, défi majeur en Afrique

Liberté d'expression et accès à l'information publique 15...



Le Respect de la Constitution et des limitations de mandats présidentiels

Le respect de la constitution gage d'un système politique stable

Le Respect de la Constitution et des limitations de mand...



Le Principe de la séparation des pouvoirs

La séparation des pouvoirs protège les citoyens face à l'abus

La séparation des pouvoirs, gage d'une gouvernance dé...



La Participation des jeunes et des femmes dans les institutions politiques

Pas de démocratie sans participation des jeunes et des femmes dans les institutions publiques

Participation des jeunes et des femmes dans les instituti...

La Consultation citoyenne panafricaine en ligne : Une voix pour les citoyens africains

Pourquoi ?

L'Afrique est confrontée à des défis de gouvernance démocratique ainsi qu'un recul des libertés fondamentales, les tripatouillages constitutionnelles, les coups d'Etat et la marginalisation des jeunes et des femmes dans les institutions politiques. C'est dans ce contexte que les technologies numériques ont apporté un souffle nouveau dans l'élan de prise de parole citoyenne. Les profils réseaux sociaux sont devenus des plateformes de contestation. Les groupes virtuels et les espaces de discussion sont devenus des opportunités de proposition et de contribution aux efforts de consolidations de la démocratie. AfricTivistes croit fermement aux dynamiques d'intelligence collective en organisant périodiquement des forums à travers lesquels, la parole est donnée aux acteurs clés de changements démocratiques et de l'engagement citoyen. C'est dans ce sens que la Consultation citoyenne panafricaine ouverte en ligne est initiée dans le but de recueillir les propositions des citoyennes et citoyens du continent sur différents sujets en lien avec les orientations de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance.

Quoi ?

Consciente de l'importance d'une représentation diverse et inclusive, AfricTivistes a invité tous les citoyens africains, et plus particulièrement les jeunes, les femmes et les acteurs de la société civile, à s'exprimer sur des questions fondamentales. Une consultation citoyenne panafricaine en ligne portant sur cinq thématiques principales :

- Droits humains : Liberté d'expression et accès à l'information publique ;
- Principe de la séparation des pouvoirs ;
- Démocratie participative et gouvernance inclusive ;
- Respect de la Constitution et des limitations de mandats présidentiels ;
- Participation des jeunes et des femmes dans les institutions politiques.

Réaffirmant l'importance de la démocratie participative et inclusive, cette démarche ambitionne de contribuer à transformer les aspirations citoyennes en actions concrètes. Elle offre aux citoyens une plateforme pour s'exprimer sur les enjeux démocratiques dans leurs pays, dans le but d'influencer les politiques publiques aux niveaux national, régional et continental.

Pour qui ?

Tous les citoyens africains, avec un accent particulier sur :

- Les jeunes
- Les femmes
- Les acteurs de la société civile

Par qui ?

AfricTivistes, un réseau panafricain engagé dans la promotion de la démocratie, des droits humains et de la bonne gouvernance à travers le numérique.

Quand ?

Lancée en 2022.

Comment ?

Via une plateforme en ligne (consultation.africtivistes.org) et des activités interactives comme :

- Webinaires
- Podcasts
- Vidéos
- Twitter Spaces

Les contributions collectées ont été analysées et sont partagées avec les décideurs au niveau des Communautés économiques régionales et de l'Union africaine, avec pour ambition de replacer les citoyens au centre de la construction d'une Afrique démocratique et inclusive.

Cette initiative s'est distinguée par la diversité et la richesse des perspectives qu'elle a rassemblées. Elle a mobilisé des activistes, des jeunes, des initiatives locales, et la diaspora pour encourager des discussions ouvertes et inclusives, peu importe leur localisation.

En parallèle, des activités interactives ont permis d'approfondir les thématiques abordées et de renforcer l'engagement des participants. Ces outils ont offert des espaces dynamiques pour des échanges constructifs sur des enjeux cruciaux pour le continent.

Justificatif ?

Adoptée en 2007 et entrée en vigueur en 2012, la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance (CADEG) constitue une avancée majeure pour la promotion de la démocratie, de l'État de droit et des droits humains en Afrique. Cependant, sa mise en œuvre reste limitée en raison de la réticence de nombreux États membres de l'Union africaine à la traduire en droit interne.

La Consultation répond à une demande croissante des citoyens africains de participer activement à la gouvernance et de faire entendre leurs voix auprès des décideurs.

Futur ?

Aujourd'hui, AfricTivistes est fier de présenter cette compilation, fruit des principales contributions citoyennes recueillies au cours de la Consultation. Ces voix incarnent une vision commune pour bâtir l'avenir démocratique de l'Afrique et renforcent l'importance de l'implication citoyenne dans la transformation de chaque pays du continent.

The Pan-African Online Citizen Consultation : A Voice for African Citizens

Why ?

Africa faces significant challenges in democratic governance as well as a rollback of fundamental freedoms, constitutional manipulations, coups d'Etat, and the marginalisation of youth and women in political institutions. It is against this backdrop that digital technologies have breathed new life into citizen activism. Social media and networks have become platforms for protest. Virtual groups and discussion forums have become spaces for proposing solutions and contributing to efforts aimed at consolidating democracy. AfricTivistes firmly believes in the power of collective intelligence and periodically organises fora through which key players in democratic change and civic engagement are given a chance to have their say. The Open Pan-African Online Citizen Consultation has been initiated with this in mind, with the aim of gathering proposals from the continent's citizens on various topics related to the main thrusts of the African Charter on Democracy, Elections and Governance (ACDEG).

What ?

Recognising the importance of diverse and inclusive representation, AfricTivistes invited all African citizens—especially youth, women, and civil society actors—to share their perspectives on critical governance issues. A pan-African online citizens' consultation focusing on five main themes :

- Human Rights : Freedom of expression and access to public information ;
- Principle of Separation of Powers ;
- Participatory Democracy and Inclusive Governance ;
- Respect for Constitutions and Presidential Term Limits ;
- Youth and Women's Participation in Political Institutions.

This initiative reaffirmed the importance of participatory and inclusive democracy. It aims to help transform citizens' aspirations into actionable recommendations. It provides a platform for citizens to voice their opinions on democratic challenges in their countries and influence public policies at national, regional, and continental levels.

For Whom ?

All African citizens, with a particular focus on :

- Young people
- Women
- Civil society actors

By who ?

AfricTivistes is a pan-African network committed to promoting democracy, human rights, and good governance through the use of digital technologies.

When ?

The consultation was launched in 2022.

How ?

Through an online platform (consultation.africtivistes.org) and interactive activities such as :

- Webinars
- Podcasts
- Videos
- Twitter Spaces

The contributions have been analysed and shared with decision-makers at the level of the Regional Economic Communities and the African Union. This is aimed at putting citizens' voices at the centre of building a democratic and inclusive Africa.

This initiative is notable for the diversity and richness of the perspectives gathered. It mobilised activists, young people, local initiatives and the diaspora to encourage open and inclusive discussions, regardless of their location.

Meanwhile, the interactive activities provided an opportunity to deepen understanding of the issues and strengthen participants' engagement. These tools were dynamic spaces for constructive exchanges on crucial issues for the continent.

Rationale ?

Adopted in 2007 and coming into force in 2012, the African Charter on Democracy, Elections and Governance (ACDEG) represents a major step forward in the promotion of democracy, the rule of law and human rights in Africa. However, its implementation remains limited due to the reluctance of many African Union member states to translate it into domestic law.

It responds to a growing demand from African citizens to participate actively in governance and to make their voices heard by decision-makers.

Future ?

Today, AfricTivistes is proud to present this compilation, which captures the leading contributions submitted during the consultation. These voices embody a common vision for building Africa's democratic future and highlight the importance of citizen involvement in the transformation of each country on the continent.



Mot du Président

C'est avec une grande fierté et une profonde gratitude que nous vous présentons cet ouvrage, fruit d'une démarche inclusive : la Consultation citoyenne panafricaine en ligne. Ce document rassemble les voix et les aspirations de citoyens africains issus de divers horizons, engagés pour la défense de la démocratie, des droits humains, et de la bonne gouvernance sur notre continent.

Depuis sa création, AfricTivistes s'est donné pour mission de promouvoir une citoyenneté active, éclairée et augmentée à travers les outils numériques et l'engagement collectif. Avec cette consultation, nous avons voulu aller plus loin en offrant à tous les Africains, des villes aux villages, ainsi qu'à ceux de la diaspora, une plateforme d'expression pour partager leurs idées, leurs visions et leurs solutions face aux défis démocratiques qui nous concernent tous.

Les contributions majoritairement venant des jeunes du continent et compilées dans ces pages reflètent une diversité et une richesse inestimables. Elles témoignent de l'engagement sans faille des citoyens pour une Afrique plus démocratique, plus juste, et plus inclusive. À travers leurs recommandations sur des thèmes essentiels tels que la liberté d'expression, la participation des femmes et des jeunes dans les institutions politiques, la séparation des pouvoirs ou encore le respect des constitutions et des mandats, ces citoyens ont démontré que l'avenir de notre continent repose entre nos mains.

Cet ouvrage est bien plus qu'une simple compilation de contributions. C'est un manifeste, une invitation à l'action, et un appel à la réflexion collective pour bâtir l'Afrique que nous voulons. En le parcourant, vous découvrirez des idées novatrices, des préoccupations profondes, et des pistes concrètes pour renforcer nos systèmes démocratiques.

Je tiens à remercier chaleureusement tous ceux et celles qui ont participé à cette consultation, ainsi que les partenaires et contributeurs qui ont permis de donner vie à ce projet. Votre engagement témoigne de la force d'un continent en marche vers un avenir meilleur.

À vous qui tenez ce livre entre vos mains, je souhaite une lecture enrichissante et inspirante. Puisse-t-il être le catalyseur d'actions et d'initiatives qui transformeront nos aspirations en réalités tangibles.

Avec toute ma gratitude et mon engagement.

Cheikh Fall,
Président de AfricTivistes

President's Message

It is with great honour and gratitude that we present this publication, the result of an inclusive process: the Pan-African Online Citizens' Consultation. This document brings together the voices and aspirations of African citizens from diverse backgrounds, united in their commitment to defending democracy, human rights and good governance on our continent.

Since its creation, AfricTivistes has dedicated itself to promoting active, enlightened and enhanced citizenship through digital tools and collective engagement. With this consultation, we sought to go further, providing Africans—from cities to villages, as well as those in the diaspora— with a platform to share their ideas, their visions and their solutions to the democratic challenges that affect us all.

The contributions compiled within these pages, primarily from the youth of the continent, reflect an invaluable diversity and depth. They highlight the unwavering commitment of citizens to a more democratic, just, and inclusive Africa. Through their recommendations on key issues such as freedom of expression, the participation of women and young people in political institutions, the separation of powers and respect for constitutions and terms of office, these citizens have shown that the future of our continent lies in our hands.

This publication is much more than a simple compilation of contributions. It is a manifesto, a call to action, and a call to collective re-thinking to build the Africa we aspire to. As you explore its contents, you will discover innovative ideas, deep-rooted concerns and concrete pathways of strengthening our democratic systems.

I would like to extend my warmest thanks to all those who took part in this consultation, as well as to the partners and contributors who helped bring this project to life. Your commitment testifies to the strength of a continent moving steadily towards a brighter future.

To you, the reader holding this book in your hands, I wish you an enriching and inspiring experience. May it serve as a catalyst for actions and initiatives that will transform our aspirations into tangible realities.

With my deepest gratitude and commitment.

***Cheikh Fall,
President of AfricTivistes***





**La participation
des jeunes et des
femmes dans les
institutions
politiques**

**Women
and youth's
participation
in political
institutions**

MAMEDI SOBOA THÉRA

Contribution

Quelques Recommandations pour augmenter la participation des jeunes et des femmes dans les institutions politiques au Mali :

- Encourager l'enregistrement et la participation des jeunes et des femmes en tant qu'acteurs.
- Sensibiliser sur l'importance de l'engagement politique par le biais de l'éducation civique et des programmes de sensibilisation.
- Créer des forums et des espaces de discussion pour que les jeunes et les femmes puissent exprimer leurs préoccupations et leurs idées.
- Promouvoir l'égalité des genres et encourager la participation des femmes à tous les niveaux de gouvernance.
- Mettre en place des quotas ou des mesures incitatives pour garantir une représentation équitable des jeunes et des femmes dans les organes politiques.
- Former et soutenir les jeunes et les femmes intéressés par la politique pour renforcer leurs compétences en leadership.
- Favoriser le dialogue intergénérationnel pour permettre aux jeunes de collaborer avec les politiciens plus expérimentés.
- Encourager le développement de programmes de mentorat pour aider les jeunes et les femmes à accéder aux postes de leadership politique.
- Mettre en avant les réussites des jeunes et des femmes politiques pour inspirer la prochaine génération.
- Suivre et évaluer régulièrement les progrès réalisés dans la promotion de la participation des jeunes et des femmes dans les institutions politiques.

Contexte

Le Mali fait face à des défis importants en matière de participation politique des jeunes et des femmes. Malgré une population majoritairement jeune, leur représentation dans les instances décisionnelles reste faible. Les femmes, quant à elles, sont souvent sous-représentées dans la sphère politique en raison de barrières socioculturelles persistantes. Des efforts sont nécessaires pour renforcer l'inclusion et la représentation de ces groupes dans les institutions politiques maliennes.



BELLO ADUNI O. GANIATH

Contribution

Il faut intensifier les actions qui engagent plus la jeunesse et les femmes.

Au Bénin, l'engagement des jeunes et des femmes dans la vie politique et sociale a pris de l'ampleur ces dernières années, grâce à des réformes et à l'impulsion de diverses initiatives de la société civile, du gouvernement, et des organisations internationales. Cependant, plusieurs défis persistent en termes de participation effective et de représentation.

Contexte



AMOUSSOU I. A. M. TRINITÉ

Contribution

Au Bénin, nous disposons d'une sous constitutions de jeunes qui est dénommée Gouvernement des Jeunes qui en son sein est aussi composé de la Mairie des Jeunes qui sont disponible dans chaque communauté locale presque. La recommandation est donc de donner ou d'aider à disposer d'une pleine autonomie et ainsi de renforcer les collaboration plus qu'avec ces jeunes qui porte la voix des jeunes et de favoriser leurs érections en tant qu'association de jeunes et ainsi donc favorisé leurs fortes représentativité.

Il est possible d'envisager aussi une place des représentants de ces associations au sein de l'Union Africaines et des organismes internationaux d'horizon diverses et de domaines d'intervention diverses.

Contexte

Le Bénin a mis en place des structures innovantes pour la représentation des jeunes, telles que le Gouvernement des Jeunes et la Mairie des Jeunes. Ces initiatives visent à impliquer davantage la jeunesse dans la gouvernance locale et nationale. Cependant, leur impact et leur autonomie semblent limités, nécessitant des efforts supplémentaires pour renforcer leur rôle et leur influence dans les processus décisionnels.



HOUNGBO J. N. CHARLOTTE

Contexte

Contribution

Si les jeunes sont plus dynamiques tout ira bien.

Au Bénin, la liberté d'expression des jeunes semble être un sujet de préoccupation. Les jeunes font face à des difficultés pour s'exprimer librement et leurs droits sont souvent bafoués. Cette situation souligne la nécessité de créer des plateformes et des initiatives qui permettraient aux jeunes de s'exprimer et de participer plus activement à la vie civique et politique du pays.



OUMY CANTOME SARR

Contexte

Contribution

Pour renforcer la participation citoyenne dans le suivi de la mise en oeuvre des politiques publiques, il faut :

- Éduquer les citoyens-nes aux concepts de droits humains, bonne gouvernance ;
- S'approprier de la gouvernance inclusive ;
- Impliquer plus de jeunes, de femmes, de personnes vivant avec handicap dans la gestion des politiques publiques ;
- Développer l'éthique, la transparence et le contrôle citoyen.

Au Sénégal, l'engagement des jeunes et des femmes dans la vie politique et sociale connaît une dynamique positive, mais il existe encore des obstacles à une participation équitable et significative. Plusieurs facteurs, comme la forte démographie jeune du pays, les mouvements citoyens, et les réformes politiques en faveur de l'égalité des genres, influencent ce contexte.



Contribution

Pour renforcer la participation des jeunes et des femmes dans les institutions publiques, voici quelques mesures possibles :

- Il faudra organiser des programmes d'éducation civique pour sensibiliser les jeunes et les femmes à l'importance de la participation politique.
 - Mettre en place des quotas de genre pour garantir une représentation équitable des femmes dans les institutions publiques.
 - Offrir des formations aux jeunes et aux femmes pour renforcer leurs compétences en leadership et en gestion.
 - Encourager l'engagement civique en promouvant la participation active des jeunes et des femmes dans des organisations communautaires et des initiatives civiques.
 - Assurer un accès équitable aux ressources et aux financements pour les jeunes et les femmes qui souhaitent se lancer en politique.
 - Établir des programmes de mentorat où les jeunes et les femmes peuvent apprendre des leaders politiques expérimentés.
 - Organiser des campagnes médiatiques pour encourager la participation politique des jeunes et des femmes.
- Examiner et réformer les systèmes électoraux pour éliminer les obstacles à la candidature des femmes et des jeunes.
- Assurer la sécurité et la protection des jeunes et des femmes engagés en politique contre la violence et le harcèlement.

Pour moi, ces mesures peuvent contribuer à créer un environnement propice à une plus grande participation des jeunes et des femmes dans les institutions publiques.

Contexte

Au Bénin, la participation des jeunes et des femmes dans les institutions politiques a connu des évolutions significatives ces dernières années, mais des défis persistent pour garantir une inclusion véritable et efficace.



RAAYA ISSOUFOU NADIA

Contribution

Dans le contexte actuel de l'Afrique, il est devenu plus que nécessaire d'inclure et de permettre la participation des couches les plus exclues, notamment les femmes et les jeunes.

Cependant, plusieurs défis limitent cette inclusion :

- **Capacité économique et perspectives limitées** : Les femmes et les jeunes font partie des couches de la population ayant la plus faible capacité économique, et les États n'ont pas encore trouvé la formule adéquate pour promouvoir leur autonomie de manière effective. Malgré les efforts déployés par les femmes, le contexte de mondialisation ne favorise pas une grande partie d'entre elles, qui continuent à œuvrer dans le secteur informel.
- **Comportements individualistes** : L'esprit individualiste des jeunes et le manque de solidarité entre les femmes représentent un énorme défi. Je suis convaincue qu'avant d'exiger des autres, il nous revient en tant que femmes de faire un travail profond sur nous-mêmes.
- **Non-effectivité et non-respect des textes en matière de gouvernance** : Le non-respect des textes et l'inefficacité dans leur application en matière de gouvernance constituent un défi majeur.

En termes de solutions, plusieurs mesures peuvent être envisagées :

- **Réforme du système éducatif** : Mettre l'accent sur le développement humain en réformant le système éducatif pour qu'il soit plus inclusif, accessible et de qualité. Cela pourrait inclure une refonte des programmes d'études pour promouvoir les compétences essentielles à la vie, telles que la pensée critique, la résolution de problèmes, et l'éducation à la citoyenneté.
- **Renforcement de l'esprit panafricain et patriotique** : Promouvoir un fort sentiment d'appartenance à l'Afrique et à la patrie pour encourager la solidarité entre les nations africaines et favoriser le développement régional. Cela pourrait se faire par le biais d'initiatives culturelles, éducatives et politiques visant à renforcer les liens entre les pays africains.
- **Mise en place d'un cadre coercitif pour une justice équitable** : Garantir l'application effective des lois et des réglementations pour assurer une justice équitable pour tous les citoyens. Cela nécessite un renforcement des institutions judiciaires, l'amélioration de l'accès à la justice et la lutte contre la corruption et l'impunité.

Contexte

La participation des jeunes et des femmes dans les institutions politiques au Niger est un enjeu central pour la consolidation de la démocratie et l'inclusion sociale, dans un pays confronté à des défis sécuritaires, économiques, et politiques importants. Bien que des progrès aient été réalisés, notamment par le biais de réformes et d'initiatives en faveur de l'égalité des genres et de la jeunesse, des obstacles structurels continuent de limiter leur participation effective.



LAITY NDIAYE

Contribution

Au cours de ces deux dernières années, une nouvelle conscience citoyenne a vu le jour en Afrique par la force des Civic Tech. Les jeunes ont pris leur destin en main et se sont résolus à prendre part aux institutions de prise de décision publique dans le but d'amorcer une nouvelle dynamique de changement.

Contexte

La participation des jeunes et des femmes dans les institutions politiques au Sénégal a connu des avancées, mais elle reste confrontée à des défis importants.



ABDOU AZIZ CISSÉ

Contribution

La participation des femmes et des populations vulnérables aux processus démocratiques est essentielle pour parvenir à une gouvernance démocratique inclusive et équitable en Afrique. Il est de même de la participation des jeunes. La jeunesse africaine étant un moteur du changement politique et social, il est essentiel de l'impliquer dans les processus de prise de décision. Cependant, des défis importants persistent et entravent leur engagement actif. Les femmes continuent d'être confrontées à des discriminations fondées sur le sexe, à des barrières sociales et culturelles et à un accès limité aux ressources et à l'éducation, ce qui compromet leur capacité à participer pleinement aux processus politiques et électoraux.

Contexte

La participation des jeunes et des femmes dans les institutions politiques au Sénégal a connu des progrès, mais demeure confrontée à des défis structurels et socioculturels.



SOHOU DAVID

Contribution

Faite de représentation, la démocratie est construite par des procédures, des délibérations, des expertises et des opinions qui s'expriment dans un cadre institutionnel pleinement inclusif. Or, de toutes les inégalités qui marquent les sociétés africaines et obèrent les possibilités de construction de la démocratie, les plus lourdes de conséquences pour le présent et l'avenir sont celles qui frappent les "cadets sociaux", en particulier les jeunes et les femmes. Ces deux catégories sont loin d'être homogènes. Les différenciations sociales qui les traversent et les conflits internes qui les opposent sont nombreux. Mais elles ont en commun d'être à la pointe des grandes innovations à l'oeuvre sur le continent. Qu'il s'agisse de l'alimentation, de la santé, de l'éducation, de l'environnement ou, plus généralement, des conditions d'accès aux moyens d'existence, leur contribution au bien-être de leurs communautés est vitale. La démocratie s'enrichira si on la pense et si on la réforme en prenant intégralement appui sur les capacités des femmes à penser et à agir et de leurs riches expériences quotidiennes. Du reste, la vie des femmes au long de chaque journée est un maillage d'engagements et de relations (famille, emploi, voisinage, alimentation, soin etc...) dont elles doivent répondre constamment. Il s'agit donc de libérer la parole des femmes, au sein de "cercles de la parole" qui permettent d'inventer de nouveaux récits. Au sein de ces cercles, la parole prend la forme de la déclamation, de la prière, de la poésie, du chant, voire de la danse et de l'expression corporelle. Elle est faite littérature, mélangeant théorie, poésie, fiction, cinéma, bandes dessinées, caricatures, lettres, bref un corpus créatif. Forme politique et démocratique en soi, récit et parole font place à l'imagination, aux émotions et à l'esthétique. Ils permettent aussi de transformer la colère et la contestation en forces de transformation, à grande et petite échelle, au niveau tant local que personnel. Cette vision critique et réparatrice de la démocratie repose sur la conviction selon laquelle il faut politiser l'imaginaire si la démocratie doit contribuer à la sauvegarde de l'essentiel contenu dans chaque humain; les femmes en premier lieu. Ce que nous suggérons c'est la construction d'un nouveau programme de renforcement de la présence des femmes dans la construction d'une forme, pas uniquement représentative (elle a montré ses limites) mais surtout qui s'enrichit de l'héritage de l'endogénéité qui peut motiver l'émergence de nouvelle génération de citoyennes dans les arcanes de la chose publique. Nous suggérons aussi que ces programmes intègrent fondamentalement l'exemple qui puisent du matrimoine et qui solidifie la société africaine nouvelle (du moins, qui se retrouve). En faveur des jeunes, un accent plus explicite sur le volet initiation à la participation aux moyens des NTIC rendront le travail de AfricTivistes plus vivant et plus sensible aux cadets sociaux. Nous recommandons des exemples comme mon programme EDU-CIFECE qui peut s'adapter et s'exporter facilement selon les données et expériences capitalisées depuis sa conceptualisation. Voir ici : <https://youtu.be/vnRqxWEBovl>

Contexte

Au Bénin, la participation des jeunes et des femmes dans les institutions politiques a connu des évolutions significatives ces dernières années, mais des défis persistent pour garantir une inclusion véritable et efficace.



Contribution

L'implication significative des jeunes et des femmes dans les institutions politiques est une pierre angulaire de la démocratie, garantissant une représentation équitable et diversifiée. Cependant, malgré les avancées, des disparités persistantes subsistent. Cette réalité souligne la nécessité de développer des stratégies innovantes visant à renforcer la participation de ces groupes souvent sous-représentés. Dans cette optique, cet ensemble de recommandations explore diverses approches, allant de l'éducation civique à l'intégration de quotas et de mesures affirmatives, visant à créer un environnement propice à une participation politique inclusive. L'objectif ultime est de favoriser une démocratie dynamique, reflétant la diversité de la société et répondant aux besoins et aux aspirations de tous ses membres.

Pour renforcer la participation des jeunes et des femmes dans les institutions politiques, voici quelques idées et stratégies pour promouvoir une participation accrue :

- **Sensibilisation et Éducation** : Organiser des campagnes de sensibilisation pour informer les jeunes et les femmes sur l'importance de leur participation politique.
- Intégrer l'éducation civique dans les programmes scolaires pour développer une compréhension précoce des processus politiques.
- **Politique Inclusive** : Encourager l'adoption de politiques inclusives qui tiennent compte des besoins et des préoccupations spécifiques des jeunes et des femmes.
- **Encourager la Participation Locale** : Promouvoir la participation dans les conseils locaux et les comités pour développer l'expérience et la confiance.
- **Évaluation et Suivi** : Mettre en place des mécanismes d'évaluation pour mesurer l'efficacité des initiatives et ajuster les approches si nécessaire.

Contexte

Au Bénin, la participation des jeunes et des femmes dans les institutions politiques a connu des évolutions significatives ces dernières années, mais des défis persistent pour garantir une inclusion véritable et efficace.



MAHAMA MUTA WAKILU

Contribution

While there have been notable advancements in fostering the involvement of women and youth in Ghanaian politics, persistent challenges persist. Issues such as the inadequate representation of women in government, limited avenues for youth engagement, and enduring cultural barriers continue to impede progress. Achieving fair and inclusive participation requires comprehensive policy reforms, targeted support programs for women and youth, initiatives focused on political education, and the deliberate dismantling of gender norms. As Ghana approaches the 2024 elections, it is imperative to proactively tackle these challenges, fostering inclusivity for a vibrant and representative democracy. Prioritizing the suggested recommendations will pave the way for a future where women and youth play active roles in shaping the political landscape of the nation.

Context

In Ghana, the participation of youth and women in political institutions has seen both progress and challenges. Ghana's youthful population, which constitutes over 57% of the nation, holds tremendous potential for driving innovation and transformation.



WACEKE KIRATU

Contribution

In 2010 the Kenya Constitution was promulgated.

Giving The women and The Youths an opportunity for their voices to be heard. For them to stand up for what they believe in something which was very foreign considering that women have no voice in the African settings.and the young are not allowed to question the ways of their elders.

Section 35 (1) which favors the women has been somehow the most ignored part in the constitution. Most governments promise the 50/50 but they never implement it. Unless we shout on the media streets that's when women will get the big roles or small roles will be created.

that they will have to work twice as hard, and walk on eggshells because their downfall will be treated as a setbook lesson.

Maybe the change is somewhere doing push-ups. Because we still have to complain to get a seat at the table. We still have to act "right" to get noticed to occupy certain offices.

According to the constitution youths are below the age of 35. Gen z the age is between 1997-2012

They have woken up and are tired of being used. It's beautiful to see how the elders are commenting about them yet they took them to school and called them the leaders of tomorrow which is today and now.

The youths have realized that they shall not be oppressed by their leaders anymore.They don't want to be used as puppets . They are demanding a better working system and a change into that system. They have Gone over and beyond reading the whole library and they shall not accept slavery from the people who eat from their pockets. They shall not accept peanuts when you promised them luxury living.

They turned up to vote, breaking barriers in every department and keeping their leaders on their toes and in check. They are matching the cold streets,Singing and weeping demanding for their rights.Something which was not expected from this "lazy generation".

They have no leader which makes it hard for the system to control them. The elders not knowing I

The revolution is just getting started.

A better tomorrow is in our hands.

Context

In Kenya, the participation of youth and women in political institutions has made significant strides in recent years, but challenges remain. The recent wave of demonstrations in Kenya against the Finance Bill in June, has highlighted the critical role that youth and women play in shaping the country's political landscape.



DERRICK OUKO

Contribution

For over a decade now, Kenya has been able to have women and youth representation in the august house making laws. The 2010 constitution, creation of 47 women representatives and a handful nomination slots for the youth representative both in the Senate and National Assembly isn't enough representation for our women and youth since parliament houses 350 members. Kenya is wasting a precious resource in the underrepresentation of youths and women in leadership positions which often results in the exclusion of their talents and skills in political institutions.

Youth Participation

Over the past three weeks, the finance bill sparked significant unrest, with thousands of young people (Gen Zs) taking to streets their voices of discontent on their systematic exclusion from political and economic processes. From the grievances and protests there is an opportunity for the government to re-establish a partnership with the youth and women. United Nation Security Council Resolution 2250 and 1325 both recognizes the political urgency that youth and women embody in the world today. The grievances of the youth needs a representation which is not the case in Kenya where the youth make 80% of the total population yet they often find themselves on the periphery of decision making processes which leads to policies that do not reflect their aspirations or needs. Their active involvement in protests demonstrates a desire to be heard and to influence the policies that shape their lives which is a clear indication that they are not only aware of the issues that affect them but are also willing to take a

stand. Young people made a resounding Declaration WE ARE HERE at the First International Symposium on Youth Participation in Peace Processes, hosted by the Government of Finland in Helsinki on 5-6 March 2019. The mantra "We are here" is now clearer than before in Kenya, The youths want a seat at the table and they must get it.

Women Participation

When times were naye and stakes were high and the future dimmed in dark arrays of diminished hopes for women in our country, Martha Karua, Beth Mugo and Charity Ngilu stood for the Kenyan women during the male species in the political arena. In 2022 elections several youthful women casted their fishing net into the lake pulling the net from the lake in expectation of a bumpy harvest but only a few have their meals for the day at the Parliament. Parliament is the place where a country's policy direction is set. A democratic parliament reflects the views and interests of the society from which it is drawn and allows those perspectives to shape the society's social, political and economic future. When women are involved in all political aspects, societies are more equitable and democracy is both strengthened and enhanced. There is growing recognition of untapped capacity and talents of women and women's leadership. Participation of youthful women in leadership roles has become an important focus on global development policy, it results in tangible gains for democracy, including better responsiveness to citizen needs, increased cooperation across political ethnic lines and a more sustainable future.





SELIPHAR MACHONI

Contribution

Women and youth inclusion and participation in political institutions is still an uphill in Kenya.

Kenya's 2010 constitution introduced provision and framework to support the increased participation of youth and women in governance and political matters in Kenya.

The constitution also mandated that not more than two thirds of the members of elective or appointive should be of the same gender.

The same constitution also dedicated seats for women at the county level that is Member of the County Assembly and women can also get into this positions through nominations. It also dedicated youth seats in the senate.

Despite these mechanisms women represent only 23.28 percent as per 2022 election.

Although multiple mechanisms have been put in place to support and strengthen women and youth participation in political institutions a lot needs to be done to increase youth and women involvement and engagement in politics and governance.

Women seeking political seats or inclusion in political matters face a lot of challenges, for example taking a case study of Kakamega County where culture prevents most women from going for political seats. Cultural beliefs women are not supposed to vie for political seats and it is meant for men, that they are challenging men, that has led to many women stepping down because they lack support from may be family, and even other male politicians.

As they always say women's position is in the kitchen and taking care of children to participate in political matters they have to balance between home life and leadership life.

Culture also hinders youth from participating since they are seen as inferior, that they lack the required knowledge when it comes to political participation and cannot lead effectively.

Though this culture is slow as we have recently seen youth in Kenya getting out of their comfort zone and challenging our leaders, seeking accountability in government expenditure and advocating for transparency in the bill and seeking for the inclusion in the government activities.

The generation Z revolution has recently challenged the government imposition of taxes to citizens through a finance bill 2024.



Still on culture and beliefs, I once had a chat with a female political analyst who is also a youth who told me that she was once invited on national television for a discussion. Among the panelists she was the only female panelist and others were looking at her with those intimidating eyes that says "What is she doing here" they were so eager to hear what she was going to say about political state of our country but they were surprised when she was able to articulate her points so well quoting the constitution. By the time she was done talking the intimidating look was replaced with, "please go on".

Another challenge hindering women and youth from participating in youth is threat to violence where women face gender based violence that discourages them to vie or to participate in political institutions and matters making it difficult for their voices to be heard. Sometimes women face sexual harassment, slander and even propaganda.

Apart from that we also have social media trolls and cyber bullying where women who are actively participating in political institutions are trolled online, people digging deeper in their personal life also using that against them. Bloggers make women in political institutions defend their positions all the time. Some even tend to make a decision to quit social media for the sake of their mental health because it is so draining.

Despite all the challenges women and youth still find motivation to participate in political institutions. The youth feel like they understand their political mandate and responsibility when it comes to fighting corruption and holding leaders accountable.

Drawing examples from the recent happenings in the country where political leaders were put into radar by the youth known as the generation Z who seek explanation on some of the clauses in the finance bill that were not favorable to the common mwananchi.

With the current economy the youth feel like Kenyans have been subjected to too much unreasonable taxes. To address this they used protests for them to hear and to express their Opinions.

Women also despite the challenges they still feel motivated to participate in political institutions for example will have seen bills such as school feeding and rights of the disabled and sanitary towels being brought to parliament by women, bills that defend women rights.

We have seen more women coming out to occupy positions in the ministries and parliament.

To conclude my opinion there is a need to increase youth and women's positions in political institutions in Kenya for all voices to be included.

Youth must not use force for the government to know that they should be included in the decision making table, women should fight so hard to get that equity in political institutions.

There is a need for sensitization in aspects of political participation to make sure all voices are included. The Gen Z protests, according to me, were an eye opener to political inclusion and participation.





GEOFFREY KIMOTHO

Contribution

In Kenya, youth and women's participation in political institutions has seen significant progress, yet challenges remain. The 2010 Constitution ushered in affirmative action measures, such as the two-thirds gender rule, aimed at increasing women's representation in parliament and other political entities. These efforts have yielded results, with more women occupying political offices than ever before.

Youth involvement has also gained traction, driven by a growing recognition of their demographic significance and the need for fresh perspectives in governance. Initiatives like the Youth Parliament and youth wings of political parties have provided platforms for young people to voice their concerns and influence policy.

Despite these advancements, barriers persist. Cultural norms, financial constraints, and limited access to political networks often hinder women and youth from fully participating in politics. Furthermore, the enforcement of constitutional provisions remains inconsistent, with the two-thirds gender rule yet to be fully realized.

Civil society organizations, such as Siasa place play a pivotal role in bridging these gaps. By advocating for policy reforms, offering civic education, and facilitating dialogues between stakeholders, these organizations empower marginalized groups to take an active role in political processes. Strengthening youth and women's participation is crucial for inclusive governance and sustainable development in Kenya.

Context

In Kenya, the participation of youth and women in political institutions has made significant strides in recent years, but challenges remain. The recent wave of demonstrations in Kenya against the Finance Bill in June, has highlighted the critical role that youth and women play in shaping the country's political landscape.



CAROLINE BOYANI

Contribution

Over the years, constitutional reforms have enabled advancement in inclusion of women and youth in political institutions such as political parties and in the government.

Taking an example of Kenya, positions such as women representatives, youth and people with disability representatives have made the voice of youth and women be heard. Additionally, the two third gender rule is ensuring there is equity not just in Parliament but also in other sectors.

Recently, youth (GenZ) and millennials took the streets in solidarity of the rejection of the finance Bill 2024. This action made it clear to the world that the youth are woke, determined and informed. They made their mark in the world in that they must be involved in the day to day decisions that affect their livelihood.

Despite all this, a lot is yet to be done. Instead of focusing on equality they should focus on equity by realizing who are the most vulnerable in the society and giving them access to resources to build them up.

We have witnessed violence against women especially during the election period from online violence to physical harm. The youth on their part have been misled by greedy politicians into violence but it has to stop.

For more women and youth to be involved in political institutions we must incorporate strategies that build and lift them up. For starters legislators should come up with legal frameworks that encourage women and youth to participate in politics and decision making in governments. Organizations and the government can come up with mentorship programs and civic engagements that promote unity and literacy of women and youth in general.

Context

In Kenya, the participation of youth and women in political institutions has made significant strides in recent years, but challenges remain. The recent wave of demonstrations in Kenya against the Finance Bill in June, has highlighted the critical role that youth and women play in shaping the country's political landscape.



SHERYL CHRISTINE

Contribution

Time and priority also hinders their participation. You find that balancing political engagement with education, career and personal life can be challenging for youths and women. That is why they need to balance their life well by receiving support from those who are close to them who also want them to participate in political institutions.

Last but not the least, intimidation and harassment of young politicians and women based on their age or gender

From where I stand youths and women have Always actively participated and been given equal opportunity to venture into this field as it's there in politics but this has majorly youths and women to participate in political forum has a lot of advantages. For example, the youths will ensure that there is accountability. They can hold older generations accountable for decisions that impact the future.

It will also act as an inspiration to other young people who will aspire to become politically engaged and active in shaping their societies and the youths will also advocate for policies that consider long term challenges such as that of climate change and social justice. On the other hand, women will also bring social change when in politics by advocating for laws and policies that promote equality and that which will protect stigmatized groups.

Let's find the solution to challenges hindering youths and women's participation in political institutions to create a conducive environment for all.been on the Sides through political parties in Schools like the campus leagues in tertiary institutions and youth wings in political parties.



Context

In Kenya, the participation of youth and women in political institutions has made significant strides in recent years, but challenges remain. The recent wave of demonstrations in Kenya against the Finance Bill in June, has highlighted the critical role that youth and women play in shaping the country's political landscape.

However, there have been major challenges that have deterred both the youths and women from generously accessing political seats.

Why so? Political arenas in Kenya have always been deeply rooted on patriarchal, social and cultural norms. Where women and young people are faced with challenges like prejudices on the basis of gender, inter-generational differences, resources, cultural and barriers. Here is a report analysis compiled by the UN Women on the 2022 general election on women's performance.

And from these two reports something stands out the number of youth and women in political spaces have increased over the years as seen during the 2022 election.

Why is this though? Why the increase? The technology plays a big role in this revolution, where women and young are able to teach themselves on civic education something that the government has failed to do or been afraid to do so as to prevent an uprising from civic literacy of its citizen, political party wings and youth leagues, fiscal opaqueness despite unrealistic imposition of high taxes on the people day and night.

With all this access to information and spaces there's still a bigger problem, which is resources and accessibility of the political spaces, since women are normally threatened, assaulted and demeaned by their male counterparts.

What's the best solution?

The two-third gender rule is not efficient since the social and age barricade. But recently there has been change arising from the fact that women and youths have been sidelined since time immemorial in the political spaces and so many youths (young women and men) have angered by the fact that the government has a minority of octogenarian, full of greed, pride and malice making vital decision and passing bills that are harmful for and on behalf of the majority population.

And with this we need gender sensitivity budgetary within political parties catering for both the youth, women and PWDs of Kenya with political party structure and since the political spaces are patriarchal we need men who gave dominated the spaces driven by the political good-will to take up roles as mentors and god-fathers for the women and youths interested in running for elective seats.

And with everything that's going on in Kenya maybe we might see something bigger, maybe it will be a wakeup call for more and more women and youth to join political seats, and with everything that's going on in Kenya maybe we might see something bigger, maybe it will be a wakeup call for more and more women and youth to join political seats, so that they can be the change they want to see. Until then let's stay tuned, cause I just can't wait for 2027 and what it has in store for us all.





LUCY WANJIRU

Contribution

In Kenya, the participation of youth and women in political institutions is pivotal for fostering a representative and inclusive democracy. Despite constituting a significant portion of the population, these groups have historically been underrepresented in political spheres, facing numerous barriers that impede their full participation.

1. Youth Participation

Youth, defined as individuals aged 18–35, comprise about 75% of Kenya's population. Their potential to influence political outcomes is immense. However, their participation is often hampered by factors such as economic dependency, limited access to education, and political patronage systems that favor established elites. Initiatives like the Youth Enterprise Development Fund and the National Youth Council have been instrumental in encouraging youth involvement by providing financial support and platforms for political engagement.

Additionally, the 2010 Constitution's devolution framework has created more local-level political opportunities, enabling young leaders to emerge and advocate for their communities.

Over the past three weeks, Kenyan youth have actively participated in protests against the finance bill, voicing concerns over increased taxes and economic burdens. Their engagement highlights widespread discontent and a demand for more equitable financial policies. They have stated that they will not rest until their concerns are heard.

2. Women's Participation

Women's political participation in Kenya has seen gradual improvement, yet significant challenges remain. Cultural norms, gender biases, and economic inequalities often restrict women's entry into political roles. The constitutional two-thirds gender rule aims to ensure that no more than two-thirds of elective and appointive bodies consist of one gender.

Despite this, implementation has been sluggish, and women's representation in parliament remains below the desired threshold. Programs by organizations such as the Federation of Women Lawyers (FIDA) and the Maendeleo ya Wanawake Organization are crucial in promoting women's political empowerment through legal support, advocacy, and leadership training.

The Way Forward

Enhancing the participation of youth and women in political institutions requires a multifaceted approach. This includes enforcing existing legal frameworks, creating more educational and economic opportunities, and fostering an inclusive political culture.

Civic education and mentorship programs can empower these groups with the necessary skills and knowledge to navigate the political landscape effectively. By addressing these issues, Kenya can build a more equitable and dynamic political system that truly reflects the diversity and aspirations of its people.



JANE BEATRICE OBILA

Contribution

The Constitution of Kenya has ushered in a new beginning for the youths and women of Kenya as it guarantees key fundamental rights and freedoms which include but are not limited to the right of the participation of women and youths in democratic governance.

As stipulated in Article 26 (6), Article 27 and Article 81 that affirmative action aim to reduce gender imbalances in leadership positions by providing that no more than two-thirds of the members in any elective or appointive positions such shall be of the same gender.

It is, however, sad that when the two-thirds gender rule was taken as a proposal to the parliament to be passed as law, some male member of Parliaments in Kenya allegedly said that women should not be given equal slots as men in the legislative house because they will just go there and do nothing and that most of them are just slay queens a term which is not true because we have seen women elected to political positions and they deliver well more than some of their male counterparts.

This clearly shows that there are a lot of challenges hindering active engagement of women in politics that must be dealt with so that they can get the opportunity of enjoying democracy that vest supreme power on them to exercise their rights directly or indirectly through representation.

Studies have shown that another thing hindering women to join politics is their unwillingness because of the fear that they are not more qualified for office than men. This fear can be due to what used to happen in Traditional African society where women were not allowed to participate in any gathering such as meetings where decision making were being made.

This can still lower the self esteem of the modern women as most of them will continue not believing in themselves. There are not only women who still believe in this myth but also some societies which are still male dominated and do not allow women participation in any function. To solve this, women need to be empowered to speak up in the public sphere so that their voice can be heard because they can bring change to the societies. Illiteracy is a level among the youths and women is another thing hindering

Another participation in politics. There are still some communities who do not believe that girls should be taken to schools just as it used to happen in Traditional African society where they were forced to stay at home and do domestic work which is not good. Giving women equal opportunity as their counterparts will also empower them to have knowledge that is required to become a leader. High school drop out of youths also hinders them to participate in politics just because the lack of the knowledge required of becoming a leader. They should all be encouraged to complete their studies so that they can be able to participate in political institutions. her thing hindering women and youth participation is the lack of enough resources that they can use to conduct their campaigns and other other activities that will help them achieve their dreams. Limited finances will not allow.





TREEZER MICHELLE ATIENO

Contribution

At present, Kenya has an unemployment rate of 12 percent, with youth accounting for 68 percent of the unemployed population. Additionally, the country is grappling with a cost-of-living crisis fueled by high inflation rates and youths, as the most underemployed and women as the primary caregivers are at the center of it. It is therefore important to analyze the factors that hinder the participation and representation of youths and women in political decision making in Kenya.

The recent Gen Z protests were a major eye opener on the political representation of the youth with many feeling left out in major decisions and political positions in the country. While there are many academically qualified youth for political positions, we feel that most of these positions are awarded as favors to those affiliated to our political leaders.

For example, there is a great mismatch in political positions and qualifications of the individuals awarded these positions. This is a glaring crisis in the country because these individuals lack the capacity and experience to handle the issues presented to them in these positions.

Another factor hindering the participation of the youth in political decision making is inadequate civic education. Most of the young population do not understand the stages of public participation and only rely on elections as a way of monitoring and taking part in the governance of the country.

There is also the aspect of finances. Due to the high unemployment rate of youths in Kenya, and as the largest category of voters, it is hard for a fellow youth to convince them to take part in political activities like voting without issuing handouts. This is also the reason why most of the time, we as youths elect politicians who provide short-term favors rather than those with the capacity to lead.



Context

In Kenya, the participation of youth and women in political institutions has made significant strides in recent years, but challenges remain. The recent wave of demonstrations in Kenya against the Finance Bill in June, has highlighted the critical role that youth and women play in shaping the country's political landscape.

Women on the other hand have made significant steps in leadership globally but those milestones are measured in micro- steps in Sub-Saharan Africa which records as little as an estimated one percent increase in women's leadership annually. In Kenya, the increase in the representation of women in both local and national governments has been a constant struggle.

Article 27(8) of Kenya's 2010 Constitution states that: "not more than two thirds of members of the elected house can be of the same gender". The Supreme Court advised the Attorney General that the one-third gender requirement in the National Assembly and Senate should be implemented progressively in successive elections. However, there is no provision from the Attorney General on how to make this a reality.

During the 2013, 2017 and 2022 general elections, there was no law to facilitate the implementation of the two-thirds gender rule. This resulted in the composition of parliament being noncompliant with the constitution as before. Despite six court orders directing it to do so, parliament has yet to enact the law.

Another major reform meant to increase women's participation in politics is envisioned in Article 81(b) of the 2010 Constitution which sets 47 women representative seats in the National Assembly specifically for women.

The main reason for creating the women's representative position in Kenya was to enhance women's representation in the government. However, this position has created further challenges for women who wish to represent a party in an election for a regular constituency seat, requiring them to raise and spend even more money during the nomination phase because the regular seats are now perceived as 'men's seats'.

There is a need therefore to increase the capacity of women and youths through civic education on their role not just in voting but also in vying for the political offices that they qualify for.

It is also important that these groups are empowered financially to be able to bear the costs associated with political positions that are a fit for them, not to mention educating the public on electing good leaders as opposed to relying on political handouts.





TABITHA MARION

Contribution

For a long time now Youth and women participation in political related activities has been so undermined. The youth are forever referred to as 'leaders of tomorrow', whereas the tomorrow never reaches. On the other hand, women were perceived as better caregivers than leaders, and pushed to the confinement of homes quietly to not comment. These are times we have passed and a page we ought not to read again.

I applaud the rise of the generationZ revolution in Kenya recently. It is the longed for zeal we have been waiting to see from our youth. The revolution was just an awareness that the youth know their rights and are willing to defend those rights. I believe that this is the beginning of a rising aware youth generation that will seek to be democratically part of political matters.

Women empowerment has served its role massively, but despite the efforts, women are still being undermined politically. Culture, for example, has had it in some communities to take women as children and for those not allowed to involve themselves in matters that are not part of their households.

They live under their husbands and take care of children and animals. If this is the place of women in most communities, how do we expect women to be upfront in political matters ?

There are avenues where youth and women can exercise their democratic rights, voting is one of them. When women participate in choosing their leaders, they are politically involved. The same for the youths. At most, the chance is not denied. Elections are the avenues provided which both the youths and women need to use to their advantage. It is not a 'how do we engage' problem but a 'why we do not'.

Therefore, it is now more dependent on the zeal they carry to keep them in the league politically. It has always been safety instead of rights and justice, but for how long will that shelter us in? Women and youth must not fret from exercising their rights.

It is of need that the youth and women need to be aware of their freedom constitutionally to freely express themselves. This freedom points at being able to express themselves on political matters without fear or intimidation whatsoever.

Youth, considering that they hold the majority percentage as a population an crucial driving force in any political landscape and need empowerment to keep them at this. Women are the backbone. We are in an era where no one should back off, but desire to be that voice politically: for youth and women and men alike.



GIDEON JUMA

Contribution

The Kenyan constitution provides for women and youth participation in politics. The consideration of these segments of the population's influence in the political scene is crucial. Their involvement has however been undermined by the political class in power over years that has turned them to subjects and devising approaches to hold them back. Kenya being a democratic state, the youths and women have sovereign power to indulge in reformative actions as well as other government bodies.

These approaches are: Implementation of continuous civic education programs for youth and women about the advantages of political engagement and responsibilities in their respective areas. Secondly, by strengthening youth and women groups to enhance a structured system that deliberates their concerns.

Thirdly, through developing and enhancing sustained capacity-building programs for youth and women at all political levels, support for women aspirants in their campaigns and vocal allies to their supporters in their communities. Funding of youths during elections promotes their efforts to participate in vying for electoral positions.

Mass involvement of women and youth in public participation so that representations may replicate the concerns and issues of these segments of the population. Implement an annual youth-friendly education campaign to raise awareness among youth that voter registration is continuous, with guidance on how and where to register during periods outside of mass voter registration activities. Reforming culture will lead you to the effective participation of youth and women, as I believe that youth and women are inferior and cannot lead effectively.

Context

In Kenya, the participation of youth and women in political institutions has made significant strides in recent years, but challenges remain. The recent wave of demonstrations in Kenya against the Finance Bill in June, has highlighted the critical role that youth and women play in shaping the country's political landscape.



KUNYOBO CORAZON

Contribution

Kenya is a youthful country with over 80% of the population aged 35 years and below. It therefore means that the youth are the drivers of this country, and have a voice. This is proof enough to include them in leadership, when it comes to political institutions, to ensure they are part of the decision-making and policy making processes.

With what has been happening in Kenya recently when the youths, commonly known as Generation X took it to the streets to oppose the finance Bill 2024, it is evident that they have enough power to drive change. They held virtual meetings and showed up in numbers during the peaceful protests. It is not just showing up, it's also evident that they are informed of their rights and responsibilities as Kenyan citizens. It is also important to note that they have become watchdogs, holding their leaders and the Kenyan government at large accountable. During this period, even women turned up. It is also necessary to note that it's no longer an issue of the high cost of living, but young people wanting to be heard, inclusion, justice and ensuring good governance.

Over the years, the song of youth and women participation in political institutions has been sung, yet overlooked and faced with challenges.

These challenges include :

Cultural norms, gender biases, lack of access to resources and information- Women and youth often have fewer opportunities to connect with established political figures and mentors who can support their careers.

Hostile political environments and intimidations deter active participation. – financial barriers.

In order to enhance participation, there is need for education and awareness through programs that empower youths and women to take part in political matters, Implementation of policies that enhance youth and women inclusion, Providing mentorship and support networks to help women and youths navigate the political landscape and encouraging advocacy to push for systematic changes to facilitate inclusion.

It is important for women and youth to participate in political institutions because of :

Representation - Including diverse voices ensures that the interests and needs of all the youths and women are addressed, as it is easy for the intended parties to represent themselves.

Innovation- The youth are creative and innovative and they will bring fresh and achievable solutions to political issues.

Equality - Youth and women's participation will help in achieving gender equality and empowering women and youths in all spheres of life.

Promoting youth and women participation in political institutions is essential for fostering democratic, resilient and forward-looking societies. It requires joint efforts from governments, civil societies and everyone to address the barriers to create an enabling environment for inclusive participation.

**Démocratie
participative et
gouvernance
inclusive**

**Participatory
Democracy
and Inclusive
Governance**





DAOUDA MOHAMED DIOP

Contexte

Contribution

Pour une démocratie participative et une gouvernance inclusive, il faut :

- Renforcer les capacités des acteurs et organisations locaux
- Promouvoir les initiatives à la base vers le sommet (Bottom-up)
- Mettre en place des espaces de convergence des jeunes et des femmes
- Vulgariser les bonnes pratiques de gouvernance inclusive locale
- Promouvoir les partages des bonnes pratiques de démocratie participative
- Mettre en place des espaces passerelles.

Au Sénégal, la démocratie participative et la gouvernance inclusive sont des enjeux de plus en plus centraux dans le débat public, en lien avec la volonté de renforcer la transparence, la redevabilité et l'implication des citoyens dans les processus de prise de décision. Bien que le Sénégal soit souvent considéré comme un modèle de stabilité démocratique en Afrique de l'Ouest, des défis subsistent quant à la mise en œuvre effective d'une gouvernance réellement inclusive.



MAMADOU HADY BALDÉ

Contexte

Contribution

L'espace civique comprend la liberté de réunion et la liberté de manifestation, qui permettent l'exercice des droits et la participation citoyenne. Il est important de prendre en compte cette situation dans l'analyse de la problématique.

En République de Guinée, la démocratie participative et la gouvernance inclusive sont des sujets sensibles et en pleine évolution. La Guinée a traversé des périodes d'instabilité politique, de tensions ethniques, et de troubles sociaux, mais des efforts ont été faits pour renforcer la participation citoyenne et améliorer la gouvernance. Cependant, des défis importants persistent dans ces domaines.



NGOR BADOU DIONE

Contribution

"Li ñu ma boole, Lima Bokk ak ak Li ma moom" !

"Il y a une grande différence entre être associé, être impliqué et être le dépositaire légitime" !

La technicisation croissante de la Politique et des décisions qui en découlent sont une forme de négation de la capacité des citoyens à jouer pleinement leur rôle dans une société démocratique. Plus que de l'engagement citoyen, la Démocratie Participative est la voie royale pour une inclusion effective des citoyens et de minorités qui s'expriment de manière plus directe pour se faire entendre.

Dans notre contexte, les citoyens sont de plus en plus informés, éduqués et bien formés. De plus en plus, ils manifestent leur désir de faire entendre leur voix dans les grands enjeux qui les concernent. Il appartient aux Politiques d'en prendre conscience et de s'y conformer.

Les choses ont changé !

Contexte

Au Sénégal, la démocratie participative et la gouvernance inclusive sont des enjeux de plus en plus centraux dans le débat public, en lien avec la volonté de renforcer la transparence, la redevabilité et l'implication des citoyens dans les processus de prise de décision. Bien que le Sénégal soit souvent considéré comme un modèle de stabilité démocratique en Afrique de l'Ouest, des défis subsistent quant à la mise en œuvre effective d'une gouvernance réellement inclusive.



ABDOU KHAFOR KANDJI

Contexte

Contribution

Au Sénégal, il faut développer des mécanismes, des outils et des initiatives populaires innovants pour encourager les personnes, en particulier les jeunes, vivant dans des zones non urbaines à devenir de véritables acteurs de la gouvernance locale.

Au Sénégal, la démocratie participative et la gouvernance inclusive sont des enjeux de plus en plus centraux dans le débat public, en lien avec la volonté de renforcer la transparence, la redevabilité et l'implication des citoyens dans les processus de prise de décision. Bien que le Sénégal soit souvent considéré comme un modèle de stabilité démocratique en Afrique de l'Ouest, des défis subsistent quant à la mise en œuvre effective d'une gouvernance réellement inclusive.



ANDRIANANTENAINA LOVA MAHANINA

Contexte

Contribution

Un Etat fort est un Etat avec des institutions fortes. Mais les institutions ne seront fortes qu'à partir du moment où elles intègrent réellement les citoyens et leurs besoins dans le processus de gouvernance. Il est alors plus qu'important de consolider les socles démocratiques déjà acquis en plaçant les citoyens, et surtout les jeunes, au cœur des prises de décision et d'encourager les innovations démocratiques pour renforcer encore plus la participation citoyenne.

À Madagascar, la démocratie participative et la gouvernance inclusive sont des enjeux cruciaux, d'autant plus que le pays traverse des périodes d'instabilité politique, économique et sociale depuis plusieurs décennies. Bien que Madagascar ait mis en place un cadre institutionnel pour favoriser la démocratie et la participation citoyenne, la mise en œuvre pratique de ces principes rencontre plusieurs défis.



FATIMA NDIOUR

Contribution

Pour réellement concrétiser les principes énoncés dans la CADEG, il est impératif de relever ces défis de manière proactive. Cela implique la mise en œuvre de politiques et de programmes visant à éliminer les discriminations systémiques, à surmonter les barrières culturelles, et à garantir un accès équitable aux ressources et à l'éducation. De plus, des mécanismes spécifiques doivent être mis en place pour garantir la participation pleine et équitable des groupes vulnérables.

Pour réellement concrétiser les principes énoncés dans la CADEG, il est impératif de relever ces défis de manière proactive. Cela implique la mise en œuvre de politiques et de programmes visant à éliminer les discriminations systémiques, à surmonter les barrières culturelles, et à garantir un accès équitable aux ressources et à l'éducation. De plus, des mécanismes spécifiques doivent être mis en place pour garantir la participation pleine et équitable des groupes vulnérables.

Contexte

Au Sénégal, la démocratie participative et la gouvernance inclusive sont des enjeux de plus en plus centraux dans le débat public, en lien avec la volonté de renforcer la transparence, la redevabilité et l'implication des citoyens dans les processus de prise de décision. Bien que le Sénégal soit souvent considéré comme un modèle de stabilité démocratique en Afrique de l'Ouest, des défis subsistent quant à la mise en œuvre effective d'une gouvernance réellement inclusive.



MAMADOU HADY BALDÉ

Contribution

L'espace civique comprend la liberté de réunion et la liberté de manifestation, qui permettent l'exercice des droits et la participation citoyenne. Il est important de prendre en compte cette situation dans l'analyse de la problématique.

Contexte

La démocratie participative et la gouvernance inclusive en Guinée sont marquées par des défis considérables, notamment en raison de l'instabilité politique et des tensions sociales.

A man in a light-colored suit is speaking into a microphone. He is gesturing with his right hand. The background is a modern building with a glass facade. The scene is brightly lit, suggesting an outdoor setting during the day.

La liberté d'expression et l'accès à l'information publique

**Freedom of
expression and
access to public
information**



MOUNTAGA CISSÉ

Contribution

Au Sénégal, il faut accélérer l'adoption de la Loi sur l'accès à l'information, et réviser le Code de la Presse et le Code des Communication électroniques en favorisant davantage la liberté d'expression et en mettant des garde-fous sur les possibles restrictions d'Internet.



FALIL GADIO

Contribution

Sur le plan politique, il faut œuvrer pour la respiration démocratique à travers les alternances démocratiques et le respect des droits humains. En matière de sensibilisation, la mobilisation des citoyens à travers des associations, des organisations non gouvernementales, par des pétitions, des manifestations est essentielle.

La liberté d'opinion et la liberté d'information sont garanties. Toute personne a le droit de former, d'exprimer et de répandre librement son opinion. Toute personne a le droit de recevoir librement des informations, de se les procurer aux sources généralement accessibles et de les diffuser.

Contexte

Au Sénégal, la liberté d'expression et l'accès à l'information publique sont globalement reconnus et protégés par la Constitution, mais le contexte actuel révèle des tensions croissantes entre le gouvernement, la société civile et les médias. Bien que le Sénégal soit souvent cité comme un modèle de démocratie en Afrique de l'Ouest, certains événements récents ont soulevé des inquiétudes quant à l'état de ces libertés.

 **MBOUP YOUSOUF****Contribution**

Pour le renforcement de la liberté d'expression et l'accès à l'information publique, il faut :

- **Garantir un cadre juridique solide** : Établir des lois claires protégeant la liberté d'expression et l'accès à l'information.
- **Protéger les lanceurs d'alerte** : Mettre en place des mécanismes légaux pour protéger ceux qui divulguent des informations d'intérêt public.
- **Assurer la transparence gouvernementale** : Adopter des lois sur la liberté d'information facilitant l'accès aux documents publics.
- **Réglementer la concentration des médias** : Prévenir les monopoles médiatiques pour garantir la diversité des sources d'information.
- **Protéger le journalisme d'investigation** : Renforcer les protections légales pour les journalistes enquêtant sur des sujets d'intérêt public.
- **Promouvoir l'éducation aux médias** : Encourager les programmes éducatifs sur l'analyse critique de l'information.
- **Adapter les lois à l'ère numérique** : Mettre à jour la législation pour prendre en compte les défis liés aux nouvelles technologies.

Les atteintes à la liberté d'expression et à l'accès à l'information sont devenues un problème majeur en Afrique de l'Ouest.

Ces atteintes sont souvent justifiées par des "raisons d'État".

L'affaiblissement des acteurs de la presse crée un climat de méfiance et ouvre la porte à de mauvaises pratiques de gouvernance.

Il est nécessaire de renforcer le cadre juridique afin de garantir aux citoyens l'accès à une information de qualité sur la gouvernance.

Un mécanisme de contrôle des lois sur la cybercriminalité doit être mis en place pour protéger ces libertés fondamentales.

Contexte

La liberté d'expression et l'accès à l'information publique au Mali sont actuellement sous pression, en raison de la situation politique instable et des tensions liées aux crises sécuritaires et institutionnelles. Depuis les coups d'État de 2020 et 2021, suivis de la prise du pouvoir par des militaires, le climat politique s'est durci, affectant ces libertés fondamentales. Bien que la Constitution malienne garantisse ces droits, les défis liés au contexte actuel rendent leur exercice de plus en plus difficile.



ZIBI FAMA PAUL ALAIN

Contexte

Contribution

Les arrestations arbitraires et délations qui se succèdent montrent que la liberté d'expression est plus un leurre qu'une lueur dans le contexte camerounais. Il est difficile d'accéder à l'information en Afrique en général et au Cameroun en particulier, les acteurs publics ne mettent pas suffisamment d'informations à la portée des populations, des journalistes et même des chercheurs. Ce blocage se répercute même au sein des instances régionales et des institutions régionales africaines. En termes de recommandation, les États doivent élaborer des lois spécifiques pour garantir le droit d'accès à l'information et la liberté d'expression.

Au Cameroun, la liberté d'expression est menacée par des arrestations arbitraires. L'accès à l'information est limité, ce qui affecte les citoyens, les journalistes et les chercheurs. Cette situation s'étend même aux institutions régionales africaines.



SOKHNA ASTOU DIOUF

Contexte

Contribution

Au Sénégal, l'accès à l'information est une demande sociale ; une loi doit être adoptée surtout pour faciliter le travail aux journalistes.

Au Sénégal, la liberté d'expression et l'accès à l'information publique sont globalement reconnus et protégés par la Constitution, mais le contexte actuel révèle des tensions croissantes entre le gouvernement, la société civile et les médias. Bien que le Sénégal soit souvent cité comme un modèle de démocratie en Afrique de l'Ouest, certains événements récents ont soulevé des inquiétudes quant à l'état de ces libertés.



PAPA O. SAMBA LAOBÉ AW

Contribution

Ce thème ci-dessus choisis m'intéresse essentiellement sur deux à trois points cruciaux que sont : l'impact des nouvelles technologies avec ses enjeux et son influence, le droit à l'accès à l'information publique pour les citoyens et enfin le rôle crucial que joue les lanceurs d'alerte et le droit à l'information dans la transparence publique.

En tant qu'entrepreneur social très prêt des institutions étatiques locales et départementales dans le cadre de projet, mais aussi fervent combattant pour un usage plus responsable des réseaux sociaux et d'internet, nous recommandons d'abord de développer l'éducation aux média et à l'esprit critique chez les jeunes en intégrant ces compétences dans les programmes scolaires et continuer de sensibiliser le public aux enjeux de désinformation et de manipulation. Pour l'accès à l'information publique, il serait primordial que Africtivistes essaie de promouvoir la transparence des institutions gouvernementales en publiant proactivement les données et documents d'intérêt public pour les citoyens et faciliter la compréhension et l'exploitation de ces informations par des campagnes de communication digitales ou séances d'informations de masse (panels, tables rondes, formations).

Et enfin, essayer de déployer des mesures avec l'Etat afin de mieux protéger les lanceurs d'alerte et journalistes d'investigation, je ne sais pas, exemple en adoptant des lois pour dissuader les poursuites abusives et garantir la confidentialité des sources journalistiques si possible.



CHEIKH HASSANA FALL

Contribution

La réforme du code de la presse et l'adoption d'une loi sur l'accès à l'information sont les priorités à l'heure actuelle au Sénégal.

Contexte

Au Sénégal, la liberté d'expression et l'accès à l'information publique sont globalement reconnus et protégés par la Constitution, mais le contexte actuel révèle des tensions croissantes entre le gouvernement, la société civile et les médias. Bien que le Sénégal soit souvent cité comme un modèle de démocratie en Afrique de l'Ouest, certains événements récents ont soulevé des inquiétudes quant à l'état de ces libertés.



MAATEUW MBAYE

Contribution

Au Sénégal, il faut :

- Adopter une loi d'accès à l'information ;
- Dépénaliser les délits de presse (cybercriminalité et fausses nouvelles) ;
- Renforcer l'indépendance et l'autonomie de l'organe de régulation le CNRA ;
- Renforcer la protection des journalistes et autres professionnels des médias ;
- Protéger et promouvoir la liberté d'expression en ligne et hors ligne.



BABACAR TOURÉ

Contribution

L'adoption de la loi qui protège les lanceurs d'alerte serait un premier pas important pour la promotion de la liberté d'expression. Avec la démocratisation d'internet, les informations qui concernent les offres d'emploi, les appels d'offres, les budgets des institutions étatiques et leur exécution doivent être mis en ligne pour faciliter le travail de la presse et le développement du contrôle citoyen.



ADJEVI FELICIEN

Contribution

Dans notre Pays (Bénin), les jeunes ont du mal à s'exprimer librement, leurs droits sont bafoués et violés. Comme recommandation, je suggère AfricTivistes Citizen Lab Bénin.

Contexte

Au Bénin, la liberté d'expression des jeunes semble être un sujet de préoccupation. Les jeunes font face à des difficultés pour s'exprimer librement et leurs droits sont souvent bafoués. Cette situation souligne la nécessité de créer des plateformes et des initiatives qui permettraient aux jeunes de s'exprimer et de participer plus activement à la vie civique et politique du pays.



Le principe de la séparation des pouvoirs

**Principle of
Separation
of Powers**



EL HADJ ABOUBACAR S. DJABAGATÉ

Contribution

Les gouvernements, africains en particulier, devraient travailler activement à mettre à la disposition des populations les informations sur les affaires de la cité. L'asymétrie d'information alimente la rumeur, entretient le doute et peut favoriser des crises. De plus, la liberté d'expression se doit d'être un droit garanti. Il ne faut pas oublier que ce droit ne rime pas avec libertinage.



ARSÈNE KONAN

Contribution

Le pouvoir tend à corrompre, et le pouvoir absolu corrompt absolument." dixit John Emerich Dalberg. Aussi, la notion de séparation des pouvoirs apparaît-elle indubitablement comme un rempart contre la tyrannie d'un pouvoir d'État absolu aux prérogatives illimitées. Sans pour autant fractionner l'État dans son unité, la séparation des pouvoirs participe d'un certain équilibre dans l'exercice des prérogatives des fonctions exécutive, législative et juridictionnelle dans la conduite de la gouvernance publique, gage d'une gouvernance démocratique. Si la séparation des pouvoirs vise fondamentalement à préserver de l'arbitraire et des abus dans l'exercice des prérogatives des pouvoirs publics en consacrant l'idée de contrepoids entre les fonctions régaliennes de l'État, à la pratique, la séparation des pouvoirs demeure une utopie dans nombre de pays à travers le monde, et particulièrement sur le continent africain.

Contexte

La séparation des pouvoirs en Côte d'Ivoire est un principe fondamental inscrit dans la Constitution, mais sa mise en œuvre effective est souvent remise en question par des tensions politiques et des influences exercées par l'exécutif sur les autres branches du gouvernement.

A wooden gavel with a textured handle and a smooth head rests on a stack of books. The books have red, blue, and brown covers with gold and white decorative bands. The scene is set on a wooden surface with a warm, blurred background.

**Respect for
Constitutions
and Presidential
Term Limits**

**Le respect de la
Constitution et
des limitations
de mandats
présidentiels**



Contribution

Le respect de la constitution et la prévention de la prolongation illégale des mandats des dirigeants dépendent souvent d'un système politique stable et de l'engagement des citoyens.

Voici quelques mesures possibles pour éradiquer ce fléau :

Il faut promouvoir l'éducation civique pour sensibiliser les citoyens aux principes constitutionnels et à l'importance du respect des lois fondamentales.

Renforcer les institutions et s'assurer que les institutions chargées de faire respecter la constitution, telles que les tribunaux, soient indépendantes et fonctionnent de manière impartiale.

Rendre libre les médias, ce qui permettra à la presse libre et indépendante d'enquêter sur les abus de pouvoir et d'informer les citoyens.

Encourager la société civile à surveiller de près les actions du gouvernement et à signaler tout écart par rapport à la constitution.

Adopter des lois qui limitent le nombre de mandats qu'un dirigeant peut occuper, ce qui empêche la prolongation indue du pouvoir.

Veiller à ce que les élections soient libres, justes et transparentes, avec une supervision adéquate pour éviter la fraude électorale.

Favoriser le dialogue entre les acteurs politiques pour résoudre les conflits et prévenir les crises constitutionnelles.

Au-delà de tout cela, la communauté internationale peut jouer un rôle en exerçant une pression diplomatique sur les dirigeants qui tentent de prolonger leur mandat de manière illégale.

Cependant, chaque pays a ses propres défis et contextes politiques, de sorte que les approches peuvent varier en fonction de la situation spécifique. La crise que nous sommes en train de vivre, qui est la crise sécuritaire, institutionnelle et démocratique. Ce n'est pas une crise spécifique au Mali, même si le Mali est l'épicentre de cette crise. De mon point de vue, le Mali même est un laboratoire pour examiner à la fois les différents aspects de la crise et également réfléchir sur les différentes réponses. Donc, ce n'est pas une crise nationale, c'est une crise régionale. Et de mon point de vue, le grand problème que nous avons, c'est de chercher des réponses nationales à une crise sécuritaire régionale, à une crise de la démocratie qui est régionale, à une crise des institutions qui sont également régionales. Et de mon point de vue, dans un contexte où de plus en plus la CEDEAO est contestée, de plus en plus où les Nations Unies sont contestées et de plus en plus où la communauté internationale n'arrive pas à donner les réponses appropriées à ces crises régionales. Je ne parle même pas de nos institutions régionales. Voilà rapidement ce que je voulais soulever pendant cette question.

Contexte

Le Bénin a une histoire de respect de la limitation des mandats, mais le contexte régional montre des défis persistants dans ce domaine, nécessitant des efforts continus pour préserver les acquis démocratiques.



DR. ADAMA SADIO

Contribution

Il y a des pays où depuis des décennies, la limitation des mandats (cap-vert, Bénin) est une réalité. Ces états se caractérisent par une stabilité politique. D'un autre côté, il ya des états comme le Sénégal qui furent de bons élèves mais qui vivent des soubresauts socio-politiques liées à une volonté réelle ou une tentative de briguer un troisième mandat. Il faut certes sanctuariser la limitation des mandats mais il faut développer la culture de la démocratie à travers des modules dans les écoles et un leadership politique.

Contexte

Le Sénégal, autrefois considéré comme un modèle de démocratie en Afrique, fait face à des tensions liées à la question du troisième mandat présidentiel, illustrant les défis persistants dans la région en matière de respect des limites constitutionnelles.

Tous droits réservés.
Les Éditions AfricTivistes,
Dakar 2024













Africtivistes



Africtivistes

|| www.africtivistes.com

|| info@africtivistes.org

